



RÉSEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DES
PRODUCTEURS AGRICOLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(ROPPA)

Afrique Nouricière

09 BP 884 Ouagadougou 09 - Tel (226) 50-36-08-25 - Fax : 50-36-
26-13 site : www.roppa.info

Email : roppa@roppa-ao.org; roppabf@liptinfor.bf ;

**PRESENTATION DE MR NDIOGO FALL, PRESIDENT DU ROPPA
SUR LES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT
(OMD)
A L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

**NEW YORK
LE 25 SEPTEMBRE 2008**

De mémoire de paysan et de producteur agricole, c'est la première fois qu'une Organisation Paysanne de l'Afrique de l'Ouest est directement invitée à l'Assemblée Générale des Nations Unies pour débattre des OMD, singulièrement en son objectif premier tendant à réduire de moitié la faim et la pauvreté dans le monde en 2015.

Penser que l'heure est arrivée d'écouter ceux qui sont au centre de la problématique est une décision sage, surtout que depuis 1976, année à laquelle la communauté internationale lors du sommet mondial de l'alimentation affirmait que la faim et la pauvreté étaient très majoritairement le lot des habitants des campagnes dans les pays pauvres.

C'est aussi la confirmation réelle dans les progrès, dans la considération que les gouvernants, les partenaires au développement ont, en ce qui concerne notre liberté d'organisation, d'association et de parole. De même, est de plus en plus reconnue l'importance d'associer tous les acteurs et de faire du dialogue sociopolitique un instrument de bonne gouvernance politique. Ceci est la base d'un développement participatif et responsable.

Dans nos pays, la démocratie a progressé, permettant l'émergence de milliers d'associations citoyennes dont celles des Organisations Paysannes qui se sont renforcées et ont développé leurs capacités pour être écoutées et entendues.

Pendant que les autres régions du monde avancent fermement vers l'élimination de la faim et de la pauvreté, l'Afrique accuse un retard important dans la réalisation des OMD. Dans les conditions actuelles et si rien n'est fait, elle aura besoin, à l'étape finale, d'une prolongation de 50 ans. Pourtant la région dispose de suffisamment de potentiels pour se nourrir. Les problèmes de l'agriculture, de l'alimentation et de la pauvreté en Afrique sont loin d'être de simples questions techniques. Ils découlent principalement de politiques et d'accords bilatéraux et multilatéraux, ne tenant en compte, ni la spécificité de la région ni les besoins fondamentaux et droits Humains tels que prescrits dans les Conventions des Nations Unies notamment le Droit à l'Alimentation.

L'Afrique reste le seul continent du monde à vouloir assurer sa sécurité et sa souveraineté alimentaire par le marché et pas par la production « in situ » de denrées alimentaires. Le seul continent à déclarer que l'agriculture qui occupe 60% des actifs et produisant 30% du PIB est le moteur de l'économie et qui cependant ne lui accorde même pas 10% des budgets nationaux. Au contraire, on constate des fois la destruction de la recherche agricole et des services de conseils et d'appui aux agriculteurs. Le même sort est réservé aux services de financement et de commercialisation.

L'Afrique déclare aussi que les jeunes et les femmes qui cristallisent la faim et la pauvreté constituent la priorité mais en même temps, oriente son soutien vers les détenteurs des capitaux au détriment des petits agriculteurs familiaux. Cette logique est poussée à l'extrême, allant jusqu'à déposséder ces derniers de leurs petits lopins de terre, seul espoir de pouvoir rester en campagne et y survivre. Si on ajoute à cela la libéralisation à outrance des marchés et la compétition avec les agricultures plus fortes et abondamment subventionnées le compte est fait.

Il sera difficile de réaliser dans ces conditions les objectifs du millénaire. La crise actuelle est l'aboutissement logique de ces choix politiques. C'est la cristallisation de ce long

processus de décapitalisation de plusieurs décennies dans les entreprises familiales d'agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs, de forestiers, etc. C'est leur exclusion du secteur productif, puis leur exode vers les villes qui explique l'augmentation du chômage et de la dépendance alimentaire. Cette dépendance alimentaire constitue le principal obstacle à l'atteinte des objectifs du millénaire.

Les politiques de libéralisation-mondialisation, loin de rapprocher les économies et les peuples, provoquent des crises, aggravent la faim, la pauvreté et les inégalités.

A sept ans de 2015, notre vie au village n'a pas fondamentalement changé. Nous continuons à exercer notre métier dans les mêmes conditions, avec les mêmes incertitudes et insécurités. Nous continuons à exercer nos métiers avec les mêmes risques climatiques, agronomiques, écologiques, économiques et sociaux. Nos entreprises agricoles familiales sont perpétuellement menacées d'implosion ou de faillite ; leur équilibre précaire tient sur les activités non agricoles en milieu rural qui, avec la faillite agricole, sont tout aussi menacées. N'eut été la solidarité des migrants dont certains n'avaient d'autres choix que de braver l'Atlantique, la vie en milieu rural serait extrêmement difficile.

Avec la spéculation mondiale sur les denrées alimentaires, les prix ont exagérément augmentés sans que les petits producteurs en tirent profit. Nous ne savons pas ce que veut dire "avoir un dollar par jour" ne vaudrait-il pas mieux favoriser « les conditions pour la production de 500 grammes de graines par personne et par jour ? » On garantirait le produit, le revenu et l'emploi.

Nous n'avons pas vu le bénéfice d'un système commercial et financier mondial libéralisé, au contraire, nous éprouvons de plus en plus de difficultés à accéder au crédit. Vendre nos produits sur nos marchés n'est plus possible avec la compétition que nous livrent les produits subventionnés du nord jusque dans nos villages les plus reculés.

Si nous voulons réellement que les objectifs du millénaire pour le développement soient atteints en Afrique il faut corriger certaines erreurs d'inégalité et d'iniquité; reformer certaines politiques et changer de paradigme.

- 1) D'abord il faudra tenir compte de l'augmentation de la production nationale et régionale de denrées alimentaires comme indicateur de la sécurité alimentaire, de la réduction de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté.
- 2) Replacer l'agriculture au centre des politiques économiques et lui octroyer les moyens requis pour son développement.
- 3) Reconnaître le rôle premier des petits agriculteurs familiaux et la nécessité de son soutien dans le triple objectif, d'accroître l'offre de la production agricole, la création d'emplois et de revenus et la prise en compte des couches vulnérables que sont les femmes et les jeunes.
- 4) Réduire les inégalités de compétitivité et de concurrence ; ce qui revient à nous reconnaître le droit de protéger nos marchés aussi longtemps que le développement de notre agriculture l'exige. Cela reviendra aussi à soutenir l'intégration régionale et

lever tous les obstacles formels ou informels qui empêchent aux Etats de l'Afrique de l'Ouest de commercer entre eux.

- 5) Rehausser le taux d'investissement public en faveur de l'agriculture. Cela devrait pouvoir se réaliser si chaque Etat accorde au moins 10 % de son budget national à l'Agriculture comme convenu à Maputo et si une partie importante de l'aide publique au développement et de la dette reconvertie est utilisée pour financer l'agriculture. Il faudra dans ce cas réhabiliter les services de recherche publique, d'appui et de conseils indispensables pour le développement.
- 6) Renforcer les agriculteurs et leurs organisations pour leur participation responsable à la définition, à la mise en œuvre et au suivi des politiques agricoles nationales et régionales.

Je vous remercie